

FS-R EMA

du 4 juin 2026

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs,

Nous sommes réunis ce jour pour la première et dernière réunion en 2026 de la FS-R EMA. Sauf erreur de saisie dans le compte rendu précédent, il nous semblait que nous devions nous réunir avant la fin du 1^{er} trimestre 2026. Sans doute l'inflation a porté la durée d'un trimestre à 6 mois.

Après 4 ans d'existence, la FS-R EMA a besoin de stabilité dans la représentation de l'EMA afin de pouvoir faire avancer efficacement tous les dossiers de son périmètre. Cela ne pourra se réaliser que par une solide concertation entre tous les intervenants. Un point de situation via Skype pourrait s'instituer à 6 mois et ainsi améliorer cette communication, à nos yeux, défailante.

Pour illustrer notre propos, dans l'ordre du jour il est prévu le bilan PAPRIPACT 2025 et la présentation du PAPRIPACT 2026. Pour **FO Défense**, la communication de ces documents est indispensable afin de pouvoir préparer efficacement cette instance. Par conséquent, il eut été de bon ton de nous les faire parvenir en respectant les délais règlementaires. Que devons-nous en conclure ?

Comme indiqué au CSA-M du 22 mai et au CSA-REMA du jour, **FO Défense** réaffirme son opposition à la suppression de certaines FS d'emprises, la proximité et l'ancrage local étant la base de la SST. La cartographie de ces nouvelles FS va avoir un impact sur les conseillers prévention des BdD, les CPRP, les personnels des instances, et quid de la visite des locaux ? Nous voyons là un risque important de dégradation du travail de terrain et de la qualité de l'attention qui est due à tous les personnels, et de surcroît une surcharge de travail pour tous les intervenants en SST.

FO Défense est inquiète du traitement accordé aux préventeurs et plus largement à tous les acteurs de la prévention. Alors que la prévention et la maîtrise des risques impliquent une stabilité durable, il nous semble que le turn over est trop important, signal d'une usure et d'un découragement qui s'emparent de ces professionnels. Jusqu'où faudra-t-il aller pour que l'administration s'en préoccupe ?

Pour conclure, dans un contexte d'incertitude budgétaire, de perte de pouvoir d'achat, de réorganisations répétées et de risque de conflit, **FO Défense** ne peut pas accepter que la santé sécurité et les conditions de travail soient sacrifiées sur l'autel de la rigueur budgétaire. **FO Défense** appelle à un dialogue social renforcé, transparent et loyal.

Les personnels civils ont besoin d'actes concrets, de reconnaissance et de perspectives d'évolution claires et motivantes. **FO Défense** continuera à défendre leurs droits, leur rémunération et leurs conditions de travail, avec exigence mais dans un esprit constructif et responsable.

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, merci de votre attention.

Paris, le 4 juin 2026

